



ORGANISATIONS DE DÉFENSE DES DROITS DES FEMMES :

RECHERCHE ÉVALUATIVE SUR LA RÉPONSE D'OXFAM
À LA COVID-19 EN COLOMBIE, EN IRAK ET AU KENYA



OXFAM

Cette note de recherche d'Oxfam est dérivée d'un rapport de recherche d'Oxfam plus complet : Centering Women's Rights Organizations: Evaluative Research on Oxfam's COVID-19 Response in Colombia, Iraq, and Kenya. (Travaux de recherche évaluative sur l'action d'Oxfam dans le contexte de la COVID-19 en Colombie, en Irak et au Kenya. Cette note vise à synthétiser les informations contenues dans le rapport original. Pour consulter le compte rendu complet et pour se référer aux études de cas, le lecteur est invité à consulter [le rapport complet](#).

Pour toute citation, veuillez vous référer à cette publication de la manière suivante : Jayasinghe, Namalie, Juanita Jaramillo, Paula Andrea Uribe, Women Empowerment Organization, et Boniface Owino. 2024. "Centering Women's Rights Organizations: Evaluative Research on Oxfam's COVID-19 Response in Colombia, Iraq, and Kenya." Note de recherche d'Oxfam.

Objectif de l'étude

L'objectif de cette recherche était de saisir le contexte général de l'intervention humanitaire à la pandémie de COVID-19 du point de vue des organisations de défense des droits des femmes (ODF). Par cette étude, il s'agissait également de comprendre dans quelle mesure Oxfam a respecté ses engagements en matière de *leadership* humanitaire local (LHL) dans le cadre de ses partenariats avec les ODF. D'après la littérature et l'expérience d'Oxfam en Colombie, en Irak et au Kenya, il apparaît que les ODF ont joué un rôle clé dans la réponse à la COVID-19, tout en gérant de sérieux problèmes liés au manque de reconnaissance, à la pénurie de financement et à l'exclusion des espaces de prise de décision. Les organisations locales, y compris les ODF, ont poursuivi leur travail d'intervention humanitaire, en assumant une part encore plus importante de responsabilité lorsque les acteurs internationaux ont réduit leur participation. Les trois études de cas démontrent que les ODF ont fourni un travail crucial qui a renforcé l'intervention d'Oxfam, notamment l'intégration de soins auto-administrés dans l'action en Colombie, l'expertise sexospécifique en matière juridique en Irak, et l'accès aux communautés urbaines au Kenya.

Il apparaît que les ODF ont joué un rôle clé dans la réponse à la COVID-19, tout en gérant de sérieux problèmes liés au manque de reconnaissance, à la pénurie de financement et à l'exclusion des espaces de prise de décision.

Oxfam et le *leadership* humanitaire local (LHL)

Au sein de la Confédération Oxfam, nous nous considérons depuis longtemps comme d'ardents défenseurs du *leadership* humanitaire local. Oxfam s'efforce de transformer le système humanitaire afin que "les acteurs humanitaires locaux (qu'il s'agisse de la société civile, du gouvernement, ou des deux) [soient de véritables fers de lance] de l'intervention humanitaire et veillent à ce qu'elle soit rapide et appropriée, et à ce qu'elle réponde aux besoins de la population touchée".ⁱ Le *leadership* humanitaire local est souvent associé au concept de localisation, le processus par lequel les acteurs locaux et nationaux s'impliquent davantage dans l'action humanitaire. La localisation peut faire référence à des partenariats ou à des collaborations avec des acteurs internationaux qui ne favorisent pas nécessairement le *leadership* des organisations locales et nationales, mais Oxfam met généralement l'accent, comme c'est le cas dans le présent rapport, sur les aspects du *leadership* humanitaire local liés au *leadership*.ⁱⁱ Le *leadership* humanitaire local intervenant dans un système patriarcal qui tend à ignorer les questions de genre, une approche féministe est nécessaire pour éclairer le travail des ODF.

Principes du *leadership* humanitaire local (LHL)

En 2019, Oxfam America a identifié six principes qui devraient se situer à la base du *leadership* humanitaire local : l'existence de partenariats, le partage des capacités, le financement, l'engagement public, l'influence et la justice en matière de genre ; ces principes sont expliqués de manière développée dans la section suivante. Ces principes tiennent compte des engagements formels du *leadership* humanitaire local et des principes de partenariat d'Oxfam, en mettant l'accent sur l'influence (ou le plaidoyer), l'un des domaines d'expertise d'Oxfam, et en accordant une attention particulière à la justice en matière de genre.

Concernant le sixième principe, la justice entre les sexes, nous nous concentrons sur les expériences d'ODF pour les raisons suivantes : les ODF sont souvent mises à l'écart du système humanitaire mondial et se voient donc refuser l'accès aux ressources et à la possibilité d'influencer la prise de décision.ⁱⁱⁱ Elles sont pourtant souvent les premières à intervenir dans les crises humanitaires, notamment lors de la COVID-19. En effet, lorsque les donateurs ont modifié leurs priorités pour soutenir l'aide d'urgence pendant la pandémie, le soutien aux ODF (ainsi qu'à d'autres organisations axées sur les questions de genre) a été l'un des premiers à subir des coupes, comme le montrent les études de cas. Si le manque de soutien aux organisations axées sur le genre n'est pas propre au secteur humanitaire, il n'en reste pas moins qu'il s'agit d'un problème. Si des organisations comme Oxfam ne respectent pas leurs engagements concernant les ODF, il s'agit d'une lacune non négligeable, eut égard à l'aspiration d'Oxfam à être une organisation guidée par des principes féministes.^{iv}

Les ODF et la pandémie de COVID-19

Les ODF répondent depuis longtemps aux situations d'urgence humanitaire, et la pandémie mondiale de COVID-19 n'a pas fait exception en ce sens. Au contraire, les ODF (comme d'autres acteurs locaux et nationaux) interviennent pour combler les lacunes laissées par les gouvernements et la communauté internationale. Les ODF répondent aux besoins de base tels que l'alimentation et l'eau, veillent à ce que les questions de genre telles que la violence à l'égard des femmes fassent partie des plans d'intervention en cas de pandémie. En outre, elles permettent aux femmes d'accéder à des services et de se réunir virtuellement, et elles sensibilisent les communautés à la manière de se protéger contre les virus.

Pourtant, les ODF sont confrontées à des difficultés sur plusieurs fronts. Leur travail n'est toujours pas financé (ou il est sous-financé) et il tend à ne pas être reconnu par les gouvernements et les acteurs internationaux, une lacune qui les rend encore plus vulnérables, compte tenu de la réduction de l'espace civique et de l'hostilité à l'égard des droits des femmes. L'accès aux espaces de décision pour influencer les plans d'intervention dans le contexte de la COVID-19 reste également un combat pour les ODF à travers le monde. Dans l'ensemble, les structures de pouvoir au sein du système humanitaire continuent d'exercer une pression indue sur les ODF et constituent des obstacles à leur participation. Ces obstacles s'illustrent notamment par des exigences liées à l'enregistrement officiel des organisations, des propositions de financement complexes et des attentes en matière de connaissances techniques humanitaires au détriment de la justice en matière de genre et des droits des femmes, ou ils peuvent se présenter de manière plus subtile, en touchant les personnes invitées dans les espaces de pouvoir.

Leur travail n'est toujours pas financé (ou il est sous-financé) et il tend à ne pas être reconnu par les gouvernements et les acteurs internationaux, une lacune qui les rend encore plus vulnérables, compte tenu de la réduction de l'espace civique et de l'hostilité à l'égard des droits des femmes.

LES ODF, ACTEURS HUMANITAIRES

Avant d'aborder les résultats, l'un des principaux enseignements de cette étude évaluative est la question de savoir si les ODF doivent être considérées comme des acteurs humanitaires. Les recherches menées par le Feminist Humanitarian Network, ActionAid et d'autres organismes démontrent que les ODF sont effectivement des acteurs humanitaires puisqu'elles réalisent un travail humanitaire.^v Pourtant, les études de cas d'Oxfam, en particulier celle réalisée en Colombie, ont montré que toutes les ODF ne se soucient pas d'être considérées comme des acteurs humanitaires ou ne souhaitent pas être identifiées comme tels. Elles considèrent que cette étiquette les éloigne de leur objectif de défense des droits ou indique un manque d'engagement profond envers les communautés au sein desquelles elles travaillent. Il s'agit d'une considération importante à garder à l'esprit. En effet, elle en dit long sur la façon dont l'action humanitaire peut être perçue comme une intervention à court terme et déconnectée des communautés et des structures de pouvoir qui sous-tendent la vulnérabilité et la résilience.

Pourtant, le problème de l'étiquetage persiste. Il est lié à des considérations tangibles et puissantes telles que le financement et les invitations dans les espaces de coordination et de prise de décision (des espaces qui sont encore contrôlés et dirigés par des acteurs internationaux ayant des perceptions spécifiques de qui devrait être inclus ou non). La question n'est donc pas tant de penser que les ODF ne veulent pas être qualifiées d'acteurs humanitaires, mais qu'elles mènent quand même une action humanitaire. C'est que cette approche risquerait de rendre leur travail invisible. En fin de compte, il semble qu'il ne devrait pas incomber aux ODF d'étiqueter leur travail différemment ou pour rendre leur valeur plus visible pour les acteurs internationaux, car ce serait une charge de travail injuste. Il incombe plutôt au système dominé par les acteurs internationaux de repenser les organisations impliquées dans l'action humanitaire et les différentes perspectives concernant la réponse qu'elles apportent. Les travaux visant à reconnaître le travail des ODF sont utiles, mais le chemin à parcourir reste long. Réfléchir à des moyens plus pratiques de dépasser le clivage entre l'humanitaire, le développement et la paix, et de travailler davantage au sein de ce nexus est à n'en pas douter une stratégie judicieuse pour aller de l'avant, car elle apporte une approche de l'intervention plus holistique, plus inclusive et à plus long terme.

Il incombe plutôt au système dominé par les acteurs internationaux de repenser les organisations impliquées dans l'action humanitaire et les différentes perspectives concernant la réponse qu'elles apportent.

CONCLUSIONS

La partie suivante analyse les enseignements généraux tirés des principes du *leadership* humanitaire local, tant à partir de la littérature externe que des études de cas et de la littérature d'Oxfam. Cette section décrit les principes du *leadership* humanitaire local, la manière dont ils ont été illustrés dans les travaux de recherche, avec des exemples tirés de la Colombie, de l'Irak et du Kenya, et se conclut sur des propositions d'amélioration pour Oxfam. Cependant, bien que l'accent soit mis sur Oxfam, ces recommandations peuvent et doivent être reprises par d'autres acteurs internationaux, car Oxfam n'est qu'un acteur parmi tant d'autres au sein du système humanitaire, et le changement doit opérer dans de multiples domaines.

PARTENARIATS

Les partenariats entre acteurs internationaux et acteurs locaux sont “aussi équitables que possible”, avec une prise de décision collaborative, un partage des expériences et des partenariats à long terme. Ce principe reconnaît que le modèle du “partenaire de mise en œuvre” a le vent en poupe, par opposition à un modèle qui met l’accent sur des partenariats significatifs.



INSTAURER LA CONFIANCE : la confiance n’est pas un fait automatique dans les partenariats. Pour s’épanouir, l’instauration d’un climat de confiance nécessite une formation et une attention explicite. Il faut également reconnaître les pouvoirs et s’efforcer de les partager dans le cadre des partenariats. La confiance implique une certaine vulnérabilité, qui ne peut être acquise que si des erreurs de la part des partenaires sont acceptées par les uns et les autres, et si ceux-ci sont capables de se dire la vérité.

- **Comment cela peut-il se concrétiser ?** Dans les trois pays, ce qui a bien fonctionné, c’est un engagement commun en faveur d’un programme partagé sur les droits des femmes et la justice en matière de genre, des conversations ouvertes et un dialogue continu, l’accès à plusieurs membres du personnel d’Oxfam, des possibilités de cocréation, une flexibilité intégrée dès le début et une attention portée sur le processus plutôt que sur l’urgence d’obtenir des résultats.
- **Comment Oxfam peut-elle s’améliorer ?** Investir plus de temps et de ressources dans la création d’espaces de cocréation ; considérer le fait d’instaurer la confiance comme une étape clé du processus de partenariat et non comme un acquis ; accorder aux partenaires locaux la même confiance qu’aux acteurs internationaux ; combler le fossé causé par les transitions au niveau du personnel d’Oxfam en prenant la mesure de la connaissance/mémoire institutionnelles ; et investir davantage de temps dans l’acquisition de connaissances contextuelles et de compétences linguistiques.



GARANTIR LA RESPONSABILISATION MUTUELLE ET LA TRANSPARENCE : les partenariats doivent être fondés sur le soutien et les besoins mutuels, ainsi que sur une responsabilité réciproque. Les acteurs internationaux doivent être plus transparents dans leurs partenariats.

- **Comment cela peut-il se concrétiser ?** Une fois de plus, cela implique des canaux de communication réguliers et ouverts et des espaces de dialogue, une plus grande clarté quant à la manière dont les décisions sont prises et l’intégration des partenaires ODF dans les propositions de subventions à un stade précoce du processus.
- **Comment Oxfam peut-elle s’améliorer ?** Oxfam doit repenser ce qui forme une conversation “ouverte”, lier la conversation à des opportunités claires et évidentes d’adoption ou de responsabilisation réciproque afin de prouver qu’elle est à l’écoute de ses partenaires, pour adapter les styles de communication aux besoins de ses partenaires, réfléchir à la manière dont elle peut rendre compte à ses partenaires ou fournir un retour d’information régulier, plutôt que d’attendre qu’on lui rende des comptes, et s’orienter vers des partenariats stratégiques à long terme plutôt que de s’orienter vers des partenariats à court terme fondés sur des projets (ceci impliquera parfois qu’Oxfam influence les bailleurs de fonds pour qu’ils revoient leurs attentes en conséquence).



METTRE EN PLACE DES OPPORTUNITÉS D’ÉCHANGE EN FAVEUR DE L’APPRENTISSAGE :

Intégrer les opportunités d’apprentissage dans les partenariats et veiller à ce que l’apprentissage soit considéré comme un processus mutuel par Oxfam et les ODF, ainsi qu’entre partenaires.

- **Comment cela peut-il se concrétiser ?** Les partenaires des ODF sont désireux d’apprendre ensemble, ce qui est utile pour favoriser des relations plus équitables ; Oxfam devrait s’attacher à l’apprentissage mutuel et à la continuité du dialogue.

- **Comment Oxfam peut-elle s'améliorer ?** Oxfam doit offrir davantage d'opportunités de collaboration croisée avec ses autres partenaires, en reconnaissant qu'il peut y avoir un partage fructueux de connaissances entre partenaires et pas seulement entre Oxfam et ses partenaires. Davantage de temps doit être consacré à marquer une pause et à apprendre, et pas seulement à mettre en œuvre.



ADOPTER UNE APPROCHE MULTIPARTITE : abandonner les approches artificielles et cloisonnées qui créent des divisions entre les acteurs de l'aide humanitaire, du développement et de la paix, afin de mettre en valeur le travail accompli par les ODF.

- **Comment cela peut-il se concrétiser ?** En reconnaissant que les ODF ne ressentent pas le besoin d'être étiquetées comme des entités humanitaires et qu'elles peuvent considérer qu'elles peuvent concevoir ceci comme un moyen de les éloigner de leur vocation à défendre les droits et à la justice.
- **Comment Oxfam peut-elle s'améliorer ?** Oxfam doit revoir la manière dont elle fait le lien entre l'humanitaire, le développement et la paix en interne, afin de mieux refléter et soutenir le travail des ODF et des partenaires locaux, même si Oxfam doit reconnaître que cela peut s'avérer difficile compte tenu des problèmes posés par la charge de travail élevée du personnel d'Oxfam, la structure bureaucratique, sans oublier d'autres facteurs.

PARTAGE DES CAPACITÉS

Les acteurs internationaux accordent la priorité aux besoins de développement des capacités des acteurs locaux, qui sont spécifiés par les acteurs locaux eux-mêmes, et évitent l'impact négatif du recrutement de personnel local/national pendant les situations d'urgence.



PASAR DE CONSTRUIR A INTERCAMBIAR: Oxfam et le secteur international doivent s'orienter vers des activités de partage des capacités qui englobent les échanges d'apprentissage et reconnaissent l'expertise des ODF et les acteurs locaux.

- **Comment cela peut-il se concrétiser ?** Généralement, ce concept suscite des tensions. L'accent mis sur le renforcement des capacités indique que quelque chose fait défaut ou doit être corrigé chez les ODF et les autres acteurs locaux, ce qui est problématique et colonialiste. Cependant, il est indéniable que certaines organisations peuvent encore souhaiter bénéficier d'opportunités d'apprentissage. Le problème sous-jacent peut être l'idée que l'information est unidirectionnelle, c'est-à-dire que l'acteur international (Oxfam dans ce cas) fournit la capacité, tandis que l'ODF la reçoit, au lieu de considérer la génération de capacités ou de connaissances comme un processus d'apprentissage partagé et réciproque. D'où le passage du renforcement des capacités au partage des capacités. D'après les études de cas, cette évolution peut prendre la forme suivante : (1) Oxfam au Kenya s'est rendu compte qu'elle ne disposait pas des réseaux et de l'expérience nécessaires pour fournir de l'aide dans les quartiers urbains informels. EN conséquence, elle a fait appel aux ODF partenaires pour bénéficier de leur expertise et de leurs relations ; (2) Oxfam Colombie s'est associée à l'Asociación de Apoyo al Desarrollo (APOYAR) pour s'étendre à un autre territoire ; et (3) Oxfam en Irak s'est appuyée sur des partenaires pour approfondir leur compréhension du contexte et identifier les besoins et les priorités dans les zones dans lesquelles opèrent ces organisations.
- **Comment Oxfam peut-elle s'améliorer ?** Oxfam devrait concrétiser ce qu'elle entend par partage des capacités : c'est-à-dire valoriser les connaissances et les capacités complémentaires, et expliquer explicitement comment cela diffère du renforcement des capacités. Ce changement conceptuel doit s'accompagner d'une mise en œuvre

dans la réalité. L'étude de cas de la Colombie suggère de mettre l'accent sur le partage des connaissances plutôt que sur les capacités. En effet, cela permet de passer de formations techniques à une attention plus approfondie aux différents types de connaissances et d'expériences.



ENGAGER LE DIALOGUE ET COLLABORER : Oxfam et d'autres acteurs internationaux devraient collaborer davantage avec les ODF afin d'identifier les actions relatives aux capacités seraient les plus utiles et afin d'offrir des possibilités d'apprentissage (telles que des échanges entre pairs).

- **Comment cela peut-il se concrétiser ?** Il est essentiel de ne pas définir les capacités (comme les connaissances) en fonction des points forts d'Oxfam, notamment la collecte de fonds, le plaidoyer et les normes humanitaires internationales, mais plutôt d'ouvrir un dialogue avec les partenaires sur ce qui est le plus sensé pour eux.^{vi}
- **Comment Oxfam peut-elle s'améliorer ?** Oxfam doit travailler en étroite collaboration avec les ODF et d'autres partenaires afin de comprendre les capacités de chacun, notamment par le biais d'évaluations mutuelles des capacités, ou en créant des processus par lesquels les ODF peuvent solliciter des sujets de partage des capacités ou des connaissances. En outre, Oxfam doit également envisager d'inclure les soins personnels dans le partage des capacités, en valorisant les problèmes de bien-être et de santé des partenaires (notamment l'épuisement professionnel), ainsi que la reconnaissance de leurs responsabilités en matière de soins. Un exemple tiré de l'étude de cas colombienne : Oxfam a fourni un soutien psychosocial par le biais de séances de méditation et grâce à un soutien à ses partenaires, ainsi qu'à son propre personnel. En outre, les partenaires ont indiqué qu'ils apprécieraient des opportunités de collaboration croisée avec d'autres partenaires existents, et pas exclusivement avec Oxfam. Enfin, l'instauration de rapports avec Oxfam et d'autres organisations est une autre forme de capacité que les partenaires trouvent utile pour atteindre leurs objectifs.

FINANCEMENT

Les acteurs internationaux transfèrent 25 % des fonds humanitaires aux acteurs locaux, y compris les frais généraux, et font preuve de transparence sur ces fonds. Les acteurs internationaux reconnaissent que le financement des acteurs locaux ne représente qu'une petite partie de l'aide humanitaire dans son ensemble, et qu'il est encore plus faible pour les ODF.



FOURNIR AUX ODF UN FINANCEMENT DIRECT, FLEXIBLE ET À LONG TERME : Le *leadership* humanitaire local a fait la promotion d'un appel en faveur d'un financement de haute qualité, et ceci est toujours d'actualité. Les ODF sont confrontées à de sérieuses difficultés et à des opportunités de financement qui doivent être reconnues et prises en compte par Oxfam et d'autres acteurs internationaux. Ces fonds doivent inclure des fonds de recouvrement des coûts indirects (RCI) pour couvrir les frais administratifs.

- **Comment cela peut-il se concrétiser ?** Les ODF sont confrontées à d'importants problèmes de financement et doivent en ce sens être soutenues par Oxfam et d'autres acteurs internationaux. Les partenaires en Irak ont affirmé qu'ils trouvaient le financement d'Oxfam généreux. Cependant, un autre point fréquemment identifié dans ces travaux de recherche est que ces fonds doivent inclure le RCI qui couvre les frais administratifs et devraient être flexibles. Par exemple, dans l'étude de cas du Kenya, les ODF partenaires d'Oxfam ont apprécié le fait de pouvoir d'ajuster les lignes budgétaires ou de négocier des fonds supplémentaires pour répondre aux besoins émergents. Elles ont aussi salué le fait qu'Oxfam ait transféré le pouvoir

de décision aux ODF locales pour identifier les actions et élaborer une proposition budgétaire pour la mise en œuvre, mais elles ont rappelé qu'un RCI plus accentué aurait été apprécié.

- **Comment Oxfam peut-elle s'améliorer ?** Oxfam, en tant que confédération, doit fournir des orientations sur le RIC et veiller à ce que les budgets des partenaires incluent les coûts administratifs. Ainsi, il ne s'agit pas d'une question qui peut être résolue par les seuls collègues travaillant au sein des bureaux nationaux d'Oxfam. En outre, nous devons prendre des mesures pour nous éloigner d'un modèle fondé sur le financement à court terme et spécifique à un projet. À cet égard, des possibilités de collecte de fonds conjointes avec les ODF pourraient contribuer à faire évoluer ces pratiques. Une partie importante de cette équation de financement repose sur les bailleurs de fonds d'Oxfam. En effet, les questions relatives à la durée de la subvention et au RCI peuvent être régies par des directives des bailleur de fonds. C'est pourquoi Oxfam s'efforce de tirer les leçons des projets antérieurs afin d'orienter l'élaboration de propositions et d'étayer les propositions de financement des projets à l'avenir, pour garantir un changement véritablement transformateur et afin d'utiliser sa position pour encourager les donateurs à soutenir une programmation à plus long terme.



VALORISER LE TRAVAIL DE GENRE : Oxfam et les autres acteurs internationaux doivent valoriser le rôle que jouent les ODF en matière d'intervention humanitaire, en particulier à travers leur approche des droits des femmes et de la justice en matière de genre.

- **Comment cela peut-il se concrétiser ?** Les partenaires des trois études de cas ont fait part de leur reconnaissance à Oxfam qui a continué à soutenir leur travail pendant la pandémie, alors que d'autres organisations ont retiré leur financement pour le diriger en faveur d'organisations humanitaires et de santé publique plus "traditionnelles". Ainsi, Oxfam en Irak a financé des organisations locales de femmes dans leurs actions en faveur de l'égalité des sexes pendant la pandémie. Ceci a été apprécié, puisque les donateurs en Irak réorientaient alors leurs fonds vers la lutte contre la COVID-19.
- **Comment Oxfam peut-elle s'améliorer ?** Oxfam peut continuer à soutenir les ODF, en particulier dans le cadre de leur action humanitaire. Oxfam devrait également continuer à suivre le montant des fonds alloués aux ODF, afin de s'assurer que les niveaux de financement restent constants, voire augmentent.



VEILLER À PROMOUVOIR LA DIVERSITÉ : veiller à ce que toutes les ODF, quelle que soit leur taille, aient chacune autant de chances d'accéder au financement et aux autres ressources d'Oxfam et des autres donateurs.

- **Comment cela peut-il se concrétiser ?** Il se peut que les acteurs internationaux comme Oxfam aient tendance à soutenir le même partenaire de manière récurrente, notamment en l'invitant à des événements mondiaux, en lui donnant accès à des donateurs et en publiant son travail, pour n'en citer que quelques-uns. En outre, le montant du financement disponible pour un partenaire dépend de sa taille. À cet égard, la taille de l'organisation est importante. En effet, elle indique sa capacité à absorber des fonds plus importants, elle peut également être considérée comme perpétuant l'inégalité et augmentant la concurrence entre les organisations de défense des droits des femmes, car elle maintient les petites organisations à un petit niveau et contribue à faire croître davantage encore les grandes organisations.
- **Comment Oxfam peut-elle s'améliorer ?** Oxfam doit réfléchir à des moyens de diversifier son soutien aux ODF quelle que soit leur taille, afin de les traiter de manière équitable et afin de créer un environnement propice à la création de mouvements au sein des organisations de femmes.

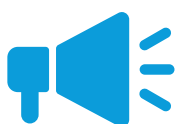
ENGAGEMENT DES POUVOIRS PUBLICS

Les acteurs internationaux facilitent les liens directs avec les donateurs, rendent visible le rôle des acteurs locaux et nationaux, et reconnaissent leurs contributions dans toute publication ou matériel de communication.



FACILITER L'ACCÈS AUX DONATEURS : Oxfam et les acteurs internationaux peuvent contribuer à faciliter l'accès direct entre les donateurs et les ODF (et d'autres acteurs locaux). Cette facilitation peut inclure un soutien à la manière d'interagir avec les donateurs, notamment un soutien linguistique.

- **Comment cela peut-il se concrétiser ?** Par exemple, Oxfam offrirait à ses partenaires la possibilité d'entrer directement en contact avec les donateurs, en organisant notamment une exposition sur la localisation — ou un rassemblement de partenaires locaux et d'organisations internationales (et en mettant à disposition des interprètes pour que les partenaires puissent s'adresser directement aux donateurs) en Irak, en utilisant l'accès d'Oxfam à des espaces avec les donateurs pour veiller à ce que les ODF sont également invitées. Citons par ailleurs l'exemple d'Oxfam Colombie qui a invité la Fundación Mujer y Futuro (FMF) à un forum réunissant des bailleurs de fonds afin que le partenaire de l'ODF puisse directement les rencontrer, et l'autre exemple d'Oxfam au Kenya qui a mobilisé ses ressources et ses réseaux pour réunir des acteurs importants afin qu'ils interagissent avec les ODF locales.
- **Comment Oxfam peut-elle s'améliorer ?** Oxfam semble faire du bon travail pour faciliter l'accès entre les ODF, et il serait souhaitable d'en faire plus, si possible. Oxfam doit continuer à réfléchir à la manière dont cet accès peut être facilité par des services d'interprétation et de traduction, et veiller à étendre ces possibilités à la fois aux participants habituels, et à d'autres ODF, peut-être plus petites.



METTRE EN LUMIÈRE LE TRAVAIL DES ACTEURS LOCAUX : Les ODF doivent rendre leurs travaux plus visibles. Pour ce faire, il faut du temps et des ressources. Oxfam et d'autres acteurs internationaux peuvent apporter leur soutien pour amplifier et reconnaître le travail des ODF.

- **Comment cela peut-il se concrétiser ?** En Colombie, Oxfam a publiquement souligné le rôle de ses partenaires, par exemple, en corédigeant et en cosignant un rapport sur la Ruta de Protección avec la FMF et en soulignant le rôle du travail communautaire de la Fuerza de Mujeres Wayuu (FMW) sur son site web et sur son fil X (ex-Twitter). Au Kenya, Oxfam a financé deux ODF pour relancer ou développer leurs sites web afin d'améliorer la visibilité de leur travail au-delà de la réponse à la pandémie de COVID-19. Un autre partenaire des ODF au Kenya a utilisé une partie du financement reçu de la part d'Oxfam pour travailler avec les médias traditionnels afin de couvrir ses actions.
- **Comment Oxfam peut-elle s'améliorer ?** Oxfam a réalisé des progrès notoires en termes de mise en lumière de la contribution des partenaires locaux, y compris les ODF, afin de fournir des ressources supplémentaires pour soutenir la promotion du travail qu'ils effectuent. En outre, l'analyse documentaire a montré que la plupart des informations sur le travail effectué par les ODF pendant la COVID-19 continuent d'être produites par des acteurs internationaux tels qu'Oxfam. Le partage d'informations, qu'il s'agisse d'un blog ou d'un rapport d'étude, est un acte de pouvoir, et ceux qui le créent décident de ce qui est dit, de ce qui est laissé de côté et des personnes qui ont voix au chapitre dans ces publications. La production de connaissances proprement dite doit être localisée. Ainsi, le fait que les ODF racontent leur propre histoire représenterait un glissement de pouvoir important qui doit se produire plus fréquemment.

INFLUENCE

Les acteurs internationaux reconnaissent la responsabilité des acteurs locaux et nationaux dans les situations d'urgence humanitaire et les aident à participer pleinement aux mécanismes de prise de décision et aux forums de coordination.



SOUTENIR LES PARTICIPANTS : Oxfam a tiré parti de sa position dans le secteur humanitaire pour faciliter l'accès direct des ODF aux espaces de coordination et de prise de décision. Oxfam (et d'autres acteurs internationaux) devrait maintenir ce soutien.

- **Comment cela peut-il se concrétiser ?** Oxfam peut tirer parti de ses ressources, de ses connaissances et de ses relations pour jouer un rôle fédérateur et renforcer la participation des ODF partenaires en matière de plaidoyer. Au Kenya notamment, Oxfam a facilité la création d'un consortium réunissant deux de ses ODF locales partenaires, un acteur humanitaire national et deux organisations non gouvernementales internationales pour mener des activités de plaidoyer. En Colombie, les partenaires ont reconnu et apprécié le fait qu'Oxfam utilise sa crédibilité et son accès aux espaces de décision.
- **Comment Oxfam peut-elle s'améliorer ?** La marque et la notoriété d'Oxfam doivent continuer à être utilisées pour ouvrir des portes aux ODF. Oxfam doit continuer à convoquer son pouvoir fédérateur pour réunir les parties prenantes (ODF, acteurs locaux, acteurs internationaux, donateurs, etc.) Être conscient du pouvoir d'Oxfam (avoir quand intervenir et quand s'effacer) est un exercice d'équilibre difficile. C'est cependant essentiel si Oxfam veut respecter ses principes de *leadership* humanitaire local et ses engagements en matière de droit du travail, ainsi que ses principes féministes.



AGIR DE MANIÈRE SOLIDAIRE : les ODF sont souvent la cible d'attaques du fait de leurs actions en faveur des droits humains et de la justice en matière de genre. Les acteurs internationaux tels qu'Oxfam peuvent et doivent user de leur influence pour prendre des risques et utiliser leurs marques pour protéger le travail important des ODF.

- **Comment cela peut-il se concrétiser ?** Une ODF en Irak a expliqué qu'ils ne se sentaient pas en sécurité lorsqu'ils menaient des activités via Internet, après qu'un de ses événements Zoom a été piraté et que des photos graphiques et violentes ont été téléchargées dans cet espace. Oxfam reconnaît qu'il ne s'agit là que d'un exemple parmi d'autres des difficultés auxquelles sont confrontées les ODF qui tentent de mener des actions en faveur de la justice en matière de genre.
- **Comment Oxfam peut-elle s'améliorer ?** Être un véritable partenaire des ODF implique de faire face avec elles certains aux difficultés auxquelles elles sont confrontées. Les questions de genre (et de sexualité) font l'objet d'attaques de la part des conservateurs dans le monde entier. Ce contexte met en danger les organisations de défense des droits des femmes.^{viii} Voici une question fondamentale pour l'organisation : comment Oxfam peut-elle utiliser son influence et son positionnement dans le secteur humanitaire pour être l'alliée des ODF confrontées à de tels défis ?

DERNIÈRES RÉFLEXIONS

Ce rapport de recherche évaluative met en lumière le travail accompli par les ODF pour lutter contre la pandémie de COVID-19, en étudiant leurs points forts et les défis auxquels elles sont confrontées, ainsi que la manière dont Oxfam a essayé de soutenir leur travail. En adoptant une approche féministe qui accorde une attention particulière à l'inégalité des normes de genre, en adoptant une perspective intersectionnelle et en examinant les dynamiques de pouvoir, cette étude fournit une analyse claire de la manière dont Oxfam et d'autres acteurs internationaux peuvent mieux soutenir les ODF impliquées dans l'intervention humanitaire.

Une approche féministe implique également de s'engager à veiller à ce que les résultats puissent être utilisés afin de catalyser le changement social et l'activisme. Les recommandations sur la manière dont Oxfam peuvent offrir plusieurs suggestions pratiques, quoique peut-être difficiles à mettre en œuvre dans certaines circonstances, depuis l'inclusion du recouvrement des coûts indirects pour les partenaires jusqu'à la création d'échanges d'enseignements plus équitables dans le cadre desquels Oxfam et ses partenaires peuvent apprendre les uns des autres. D'autres suggestions pratiques existent sans aucun doute, et nous recommandons qu'Oxfam et d'autres acteurs internationaux créent un espace de dialogue franc avec leurs partenaires ODF afin d'envisager d'autres moyens de les soutenir.

Ces recommandations ne peuvent pas être dissociées des fondements féministes du rapport, qui sont conformes à l'engagement d'Oxfam en faveur de principes féministes. Ces principes féministes doivent s'accompagner d'un engagement équitable en faveur d'une approche décoloniale qui mette à nu les dynamiques de pouvoir entre le Nord et le Sud, à l'aulne d'un processus continu d'apprentissage mutuel et de solidarité. Le *leadership* humanitaire local implique une approche décoloniale qui cherche à mettre fin à l'idée que les organisations internationales ont davantage un statut « d'experts » par rapport aux organisations locales. Comme le dit Hero Anwar, directeur de programme chez REACH, une organisation humanitaire en Irak, « le chemin vers le *leadership* local et le chemin vers la décolonisation de l'aide semblent ne faire qu'un ». ^{viii}

Il convient de discuter davantage en interne de ce que signifie s'engager dans une approche féministe et décoloniale et de gérer le malaise qui s'ensuivra lorsqu'un acteur mondial tel qu'Oxfam devra jeter un regard critique sur son travail et sur le pouvoir qu'il exerce. Ces discussions pourraient même porter sur la possibilité d'intégrer des approches féministes et décoloniales dans la manière dont les secteurs de l'humanitaire et du développement sont actuellement envisagés, ou sur la nécessité de démanteler ces secteurs. Si tel est le cas, Oxfam et d'autres acteurs internationaux devront repenser leur rôle et leur position dans ces structures, et notamment la manière dont le statu quo peut inconsciemment perpétuer des dynamiques inégalitaires chez les acteurs locaux tels que les ODF. Des conversations doivent également avoir lieu entre Oxfam et ses partenaires, notamment les ODF, sur les pratiques qui pourraient être mises en œuvre pour améliorer les relations. Enfin, comme nous l'avons déjà écrit, il est important de reconnaître qu'Oxfam n'est qu'un acteur parmi tant d'autres dans le secteur, et que plusieurs recommandations ne peuvent être mises en œuvre par Oxfam à elle seule. Les changements visant à mieux soutenir les ODF dans le secteur humanitaire doivent faire l'objet d'une réponse conjointe de la part d'acteurs divers, depuis les organisations internationales non gouvernementales et les agences des Nations unies, en passant par les donateurs, jusqu'aux gouvernements et autres parties prenantes.

Comme le dit Hero Anwar, directeur de programme chez REACH, une organisation humanitaire en Irak, « le chemin vers le *leadership* local et le chemin vers la décolonisation de l'aide semblent ne faire qu'un ».

Notes de fin d'ouvrage

ⁱ A. Kergoat et al., "El poder de la acción local: Learning and Exploring Possibilities for Local Humanitarian Leadership" (Oxfam America, Boston, 2020), <https://www.oxfamamerica.org/explore/research-publications/power-local-action-oxfam-learning-compendium-local-humanitarian-leadership/>.

ⁱⁱ N. Jayasinghe, M. Khatun, and M. Okwii, "Women Leading Locally: Exploring Women's Leadership in Humanitarian Action in Bangladesh and South Sudan" (Oxfam Research Report, Oxfam International, Oxford, UK, 2020), <https://www.oxfamamerica.org/explore/research-publications/women-leading-locally-exploring-womens-leadership-humanitarian-action/>.

ⁱⁱⁱ Jayasinghe et al., "Women Leading Locally."

^{iv} Oxfam, "Feminist Principles" (2020), <https://policy-practice.oxfam.org/resources/feminist-principles-621064/>.

^v Feminist Humanitarian Network (FHN), "Women's Humanitarian Voices: Covid-19 through a Feminist Lens: A Global Report" (FHN, 2020), <https://www.feministhumanitariannetwork.org/covid-report>; ActionAid, "Bargaining for Better: Bringing a Feminist Lens to the Grand Bargain" (ActionAid Policy Brief, Johannesburg, 2021), <https://actionaid.org/publications/2021/bargaining-better-bringing-feminist-lens-grand-bargain-20#downloads>.

^{vi} V. Barbelet, J. Bryant, and B. Willitts-King, "'All Eyes Are on Local Actors': Covid-19 and Local Humanitarian Action: Opportunities for Systemic Change" (Briefing Note, Humanitarian Policy Group, London, 2020), https://cdn.odi.org/media/documents/All_eyes_are_on_local_actors_Covid-19_and_local_humanitarian_action.pdf.

^{vii} CIVICUS, "People Power under Attack: A Global Analysis of Threats to Fundamental Freedoms" (Johannesburg, 2018), <https://www.civicus.org/documents/PeoplePowerUnderAttack.Report.27November.pdf>.

^{viii} Oxfam International, "Annual Report 2020-1" (2020), <https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/2022-03/Oxfam%20International%20Annual%20Report%202020-21.pdf>.

IMAGE DE COUVERTURE : Margaret Kikui rencontre un mentor pour les filles qui ont dû abandonner l'école. Pastoralist Girls Initiative (PGI)
Crédit photo : Madarakapics Photography.



SIEGE AUX ÉTATS-UNIS

226 CAUSEWAY STREET, 5TH FLOOR
BOSTON, MA 02114-2206
(800) 77-OXFAM

POLITIQUE ET PLAIDOYER

1101 17TH STREET NW, SUITE 1300
WASHINGTON, DC 20036-4710
(202) 496-1180

info@oxfamamerica.org
oxfamamerica.org

OXFAM EST UN MOUVEMENT MONDIAL QUI RASSEMBLE DES PERSONNES QUI AGISSENT POUR METTRE FIN À L'INJUSTICE DE LA PAUVRETÉ. DOTÉE DE 70 ANS D'EXPÉRIENCE DANS PLUS DE 90 PAYS, OXFAM S'ATTAQUE AUX GRANDS PROBLÈMES QUI CONFINENT LES PERSONNES DANS UNE SITUATION DE PAUVRETÉ : L'INÉGALITÉ, LA DISCRIMINATION ET L'ACCÈS INÉGAL AUX RESSOURCES, NOTAMMENT À LA NOURRITURE, À L'EAU ET AUX TERRES. NOUS AIDONS LES PERSONNES À SAUVER DES VIES LORS DE CATASTROPHES, À SE CONSTRUIRE UN AVENIR PLUS SOLIDE ET À DEMANDER DES COMPTES AUX PUISSANTS. REJOIGNEZ-NOUS.

© 2024. Oxfam America Inc. Tous droits réservés. Oxfam America est une marque déposée d'Oxfam America Inc., et le logo d'Oxfam America est une marque déposée de Stichting Oxfam International. 2102019